TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-53-000621-225

DATE : 18 septembre 2023

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE SOPHIE LAPIERRE

AVEC L'ASSISTANCE DES ASSESSEURS : M^e Pierre Arguin, avocat à la retraite
M^e Gabriel Babineau

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
agissant dans l'intérêt public et en faveur d'I.B.

Partie demanderesse

c.

G... G...

et

[COMPAGNIE A]

Partie défenderesse

et

I.B., représentée par le CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC en sa qualité de tuteur aux
biens et par M... A... en sa qualité de tutrice à la personne

Partie victime alléguée

JUGEMENT

[1] I.B.¹ est une femme âgée de 97 ans, isolée socialement. Elle est en perte de ses capacités physiques et de ses facultés cognitives depuis au moins le début de l'année 2016².

[2] Son fils, M. G... G..., agit comme son seul proche aidant jusqu'en 2019. Muni d'abord d'une procuration bancaire, puis d'une procuration générale notariée, M. G... prend le contrôle des finances d'I.B.

[3] En septembre 2019, Mme Maya Saric, une travailleuse sociale, découvre qu'il ne reste qu'environ 66 \$ dans le compte bancaire d'I.B., ce qui est loin de sa situation habituelle. Lorsqu'elle en est informée, I.B. est atterrée. La situation est dénoncée à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) qui fait enquête. La CDPDJ conclut que M. G... a exploité financièrement sa mère en s'appropriant son argent à son détriment³.

[4] La CDPDJ entreprend le présent recours contre M. G... à titre personnel et à titre d'administrateur de son entreprise [Compagnie A] (la Compagnie) qui se serait approprié une partie des sommes soutirées à I.B. Elle leur réclame le remboursement des sommes d'argent soutirées à I.B., ainsi que des dommages-intérêts pour préjudice moral et des dommages-intérêts punitifs.

[5] De son côté, M. G... soutient avoir agi à la connaissance et avec l'assentiment de sa mère. Il s'appuie sur la procuration bancaire, la procuration générale et le testament notariés d'I.B. qui le nomme unique héritier, pour justifier ses agissements. Il nie avoir abusé de sa mère.

I. QUESTIONS EN LITIGE

[6] Ce recours obéit à trois critères bien établis en jurisprudence que doit prouver la CDPDJ, soit 1) la vulnérabilité de la personne âgée, 2) la position de force de la personne visée par le recours, et 3) la mise à profit par cette dernière de la situation ainsi créée⁴.

[7] Les deux premiers critères présentent peu ou pas de difficultés dans la présente affaire : I.B. est une personne âgée et vulnérable, et M. G... occupe une position de force

¹ Le Tribunal a accueilli une demande de protéger l'identité de la victime en ne l'identifiant que par ses initiales dans le présent jugement.

² Pièce P-7, Notes d'évolution d'I.B. par le CSSS Cavendish du 7 janvier 2016 au 18 octobre 2019.

³ *Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ c. C-12, art. 48 (Charte).

⁴ *Riendeau c. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Succession Provencher)*, 2021 QCCA 406, par. 8 (*Riendeau*).

à son endroit puisqu'il est son seul proche aidant et contrôle ses finances. La preuve appuie amplement ces conclusions.

[8] Le troisième critère est au cœur du litige, celui de la mise à profit.

[9] À la lumière de la preuve faite à l'audience, des questions que soulèvent la CDPDJ et le témoignage de M. G..., le Tribunal énonce ainsi les questions déterminant le sort du litige :

- 1) Entre janvier 2016 et janvier 2021, M. G... et la Compagnie ont-ils compromis le droit d'I.B., une personne âgée, d'être protégée contre l'exploitation?
- 2) M. G... réussit-il à prouver que sa mère a consenti aux transactions financières en litige? Si oui, cela fait-il échec au recours?
- 3) M. G... et la Compagnie ont-ils porté atteinte au droit d'I.B. à la sauvegarde de sa dignité, sans discrimination fondée sur l'âge?
- 4) Si le recours de la CDPDJ est bien fondé, à quelles indemnités I.B. a-t-elle droit?

II. ANALYSE

A. Remarques préliminaires

[10] La Compagnie n'est pas représentée par avocat. En conséquence, la cause procède par défaut contre elle⁵.

[11] M. G... n'est pas non plus représenté par avocat.

[12] Par ailleurs, la CDPDJ a formulé des objections au cours du témoignage de M. G..., que le Tribunal n'a pas tranchées à l'audience.

[13] Son témoignage renferme de la preuve irrecevable selon les règles du *Code civil du Québec*⁶, du *Code de procédure civile* et du *Règlement du Tribunal des droits de la personne*⁷. Par exemple, il témoigne de prêts d'argent consentis par I.B. sans un écrit ni un commencement de preuve⁸, et rapporte abondamment les paroles de tiers dans le but

⁵ *Code de procédure civile*, RLRQ, c. C-25.01, art. 87 (C.p.c.).

⁶ *Code civil du Québec*, RLRQ, c. CCQ-1991 (C.c.Q.).

⁷ *Règlement du Tribunal des droits de la personne*, RLRQ, c. C-12, r. 6 (Règlement).

⁸ Art. 2828 et 2860-2865 C.c.Q.

de prouver la véracité de leur contenu⁹. Il veut produire de la preuve documentaire non communiquée d'avance¹⁰.

[14] Le Tribunal a décidé de permettre à M. G... de s'exprimer et de produire sa preuve documentaire, en s'assurant que la CDPDJ puisse l'examiner et s'y opposer, le cas échéant. Autrement, sans avocat et mal préparé pour l'audience, M. G... n'aurait pas été en mesure d'exposer sa version des faits et ses arguments à l'encontre du recours entrepris contre lui.

[15] Ainsi, le Tribunal considère avoir permis aux parties d'administrer leur preuve dans le respect des principes généraux de justice¹¹, conformément à l'article 123 de la Charte :

123. Tout en étant tenu de respecter les principes généraux de justice, le Tribunal reçoit toute preuve utile et pertinente à une demande dont il est saisi et il peut accepter tout moyen de preuve.

Il n'est pas tenu de respecter les règles particulières de la preuve en matière civile, sauf dans la mesure indiquée par la présente partie.

[16] Nonobstant cela, la preuve offerte par M. G... demeure faible, floue, vague, souvent contradictoire et parfois même invraisemblable. Son témoignage est ponctué d'hésitations, de faux-fuyants, et manque de sincérité.

B. Entre janvier 2016 et janvier 2021, M. G... et la Compagnie ont-ils compromis le droit d'I.B., une personne âgée, d'être protégée contre l'exploitation?

1. I.B. et M. G...

[17] Le Tribunal retient ce qui suit de la situation personnelle et sociale d'I.B.

[18] I.B. est veuve d'un deuxième mariage depuis plusieurs années et n'a pas de conjoint. Elle n'a pas de frère et sœur connus. Elle a un fils d'un premier mariage, qui décède en 2017. Elle entretenait une relation minimale avec lui.

[19] I.B. et son second époux ont adopté M. G..., le seul autre enfant d'I.B.

⁹ Contrairement à la règle d'interdiction du ouï-dire; Art. 279 C.p.c.

¹⁰ Art. 16, 19 et 27 du Règlement.

¹¹ *Commission scolaire des Affluents c. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*, 2006 QCCA 81, par. 43.

[20] Depuis une vingtaine d'années et jusqu'en 2018, I.B. habite seule un appartement dans un immeuble à logements multiples appelé [immeuble A]. Elle fréquente son amie L... quotidiennement, une autre résidente de l'immeuble.

[21] I.B. entretient aussi une relation amicale avec une ex-collègue de travail, Mme M... A... Cette dernière devient la tutrice à sa personne le 13 janvier 2021¹².

[22] De 2014 à 2019, M. G... s'occupe de sa mère. Il fait ses courses, lui prépare des repas, l'accompagne à ses rendez-vous médicaux. Peu à peu, il prend aussi le contrôle total des finances d'I.B.

[23] M. G... est la personne contact d'I.B. pour les personnes en lien avec elle : intervenants, travailleuses sociales, préposés, médecins, locateurs, gestionnaires d'établissements.

[24] Quant à la santé d'I.B., le Tribunal retient ce qui suit.

[25] Elle aurait été opérée au mois de janvier 2015, sans que la preuve ne révèle la nature de l'intervention. À compter du début de l'année 2016, elle bénéficie des services de Mme Kate Brotherwood, travailleuse sociale du CLSC¹³.

[26] À cette époque, I.B. connaît déjà des problèmes de mobilité. Elle utilise une marchette pour se déplacer dans son appartement et un fauteuil électrique pour se déplacer à l'extérieur.

[27] En avril 2016, elle chute à domicile. Au mois de mai suivant, trois chutes récentes sont rapportées. Les chutes se poursuivent et se succèdent à un rythme irrégulier par la suite.

[28] En août 2016, commence une série d'hospitalisations. I.B. séjourne à l'hôpital parfois une seule journée, parfois plusieurs jours d'affilés, pour un total de 16 fois entre le 14 août 2016 et le 5 décembre 2018¹⁴. I.B. entre à l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal (IUGM) le 7 août 2019 et y demeure toujours lors de l'audience.

¹² Pièce P-1, Jugement de la Cour supérieure du 13 janvier 2021.

¹³ Une importante partie de la preuve pertinente est tirée du dossier tenu par les divers intervenants du CLSC, dont Mme Brotherwood. Voir P-7, préc., note 2.

¹⁴ Du 14 au 18 août 2016, du 9 au 19 septembre 2016, du 10 février au 3 mai 2017, du 26 mai au 12 juin 2017, du 6 au 7 juillet 2017, le 18 septembre 2017, le 26 septembre 2017, le 26 octobre 2017, le 27 octobre 2017, le 2 mars 2018, du 26 au 28 mars 2018, du 31 mars au 9 avril 2018, du 7 au 18 mai 2018, le 6 juin 2018, du 1^{er} au 16 octobre 2018, et du 28 octobre au 5 décembre 2018. P-7, préc., note 2 ; Pièce P-8, Fiches d'informations d'I.B. à l'Hôpital général juif de Montréal de 2017 à 2018.

[29] L'amie d'I.B., Mme A..., remarque une détérioration des facultés cognitives d'I.B. en 2016, quand le CLSC amorce ses interventions.

[30] Le dossier du CLSC fait voir que dès le début de l'année 2016, I.B. constate qu'elle oublie de plus en plus souvent et le verbalise. En mai 2016, I.B. s'inquiète de ses troubles de mémoire qui s'accroissent et admet avoir de la difficulté à retenir de nouvelles informations.

[31] Les évaluations annuelles des capacités d'I.B.¹⁵ indiquent qu'elle souffre de pertes cognitives de légères à modérées.

[32] Des enjeux relatifs à la prise des médicaments s'ajoutent. Parfois, I.B. les oublie. D'autres fois, elle en prend trop¹⁶. Elle fait aussi usage de médicaments en vente libre. Ce tableau se complique par sa consommation d'alcool problématique¹⁷.

[33] À certains moments, I.B. souffre aussi de problèmes d'estomac et de diarrhée¹⁸.

[34] L'état de santé général d'I.B. ne cesse de se détériorer, à tel point que le 26 mai 2017, elle est retrouvée au sol dans son appartement, nue et couverte de ses selles. Elle est admise à l'hôpital.

[35] Puis, le CLSC dépêche une ergothérapeute qui évalue la situation et propose des équipements et des solutions pour l'aider à demeurer à domicile en minimisant le risque de chute. I.B. refuse toute forme d'aide à ce sujet. Au surplus, son dossier montre ses refus répétés de demander de l'aide, d'appeler les secours, ou d'utiliser son alarme directement reliée à M. G..., par crainte d'être hospitalisée.

[36] Le 5 mars 2018, I.B. se sent dépressive et seule. Son appartement est négligé et des odeurs fortes s'en dégagent.

[37] Le 12 septembre 2018, I.B. est de plus en plus confuse et ne reconnaît pas les filles de M. G....

[38] Le 5 octobre suivant, sortie depuis peu de l'hôpital, I.B. entre dans l'appartement d'un voisin, désorientée. Ensuite, I.B. chute trois fois en deux jours à domicile et entre à nouveau à l'hôpital le 28 octobre 2018.

¹⁵ P-7, Évaluations OEMC, préc., note 2.

¹⁶ *Id.* Par exemple, son dossier du CSSS Cavendish fait voir que le 25 janvier 2016 et le 12 mai suivant, I.B. refuse de prendre ses médicaments. Au contraire, le 19 mai 2016, elle en a trop pris.

¹⁷ *Id.* Par exemple, le 17 août 2016, les notes prises par Mme Brotherhood indiquent qu'une surdose de médicaments et d'alcool a provoqué une chute qui explique son admission à l'hôpital.

¹⁸ *Id.* Par exemple, elle est admise à l'Hôpital général de Montréal le 9 septembre 2016 pour cette raison.

[39] Il est alors question de s'adresser à un tribunal pour la forcer à déménager dans un endroit sécuritaire où elle recevra les soins requis par son état de santé. Une rencontre s'organise le 8 novembre à l'hôpital. I.B. exige la présence de son amie Mme A... pour discuter de son éventuel déménagement. I.B. accepte finalement d'emménager dans une résidence pour personnes âgées appelée Les Résidences A. Elle s'y installe le 5 décembre 2018.

[40] Le Tribunal relate maintenant les informations peu nombreuses et plutôt vagues sur la situation personnelle, sociale et financière de M. G....

[41] M. G... vient d'avoir 67 ans au moment de l'audience.

[42] Il déclare être le père de deux filles âgées de 14 et 16 ans, qu'il dit élever seul.

[43] Il se décrit comme un homme ayant gagné sa vie dans les affaires, particulièrement dans l'import-export, sans plus de détails. Il aurait été propriétaire de quelques entreprises au fil des années, seul ou avec des partenaires.

[44] Le 2 avril 2014, la Régie du logement ordonne son expulsion du logement qu'il occupe et le condamne à payer 3 600 \$, représentant trois mois de loyers impayés¹⁹. En tout temps pertinent par la suite, il vit en appartement. Le Tribunal ignore si ses deux filles habitent avec lui.

[45] Environ deux mois après la décision de la Régie du logement, M. G... obtient une procuration bancaire d'I.B. lui donnant le droit de retirer et déposer des sommes d'argent dans son compte courant à la RBC²⁰.

[46] Près d'un an plus tard, M. G... désire acquérir un lave-auto, mais il ne dispose pas d'argent pour concrétiser son projet. Le 1^{er} avril 2015, il se rend chez le notaire en compagnie de sa mère. Elle signe une procuration générale en sa faveur doublée d'un mandat en cas d'inaptitude, ainsi qu'un testament par lequel elle le désigne seul héritier²¹. Elle lui aurait aussi consenti un prêt destiné à un premier paiement pour l'acquisition du lave-auto²².

¹⁹ Pièce P-34, [...].

²⁰ Pièce P-4, Procuration signée du 17 juin 2014 pour la Banque Royale du Canada (RBC).

²¹ Pièce D-2, Procuration générale et mandat en cas d'inaptitude du 15 août 2015; Pièce D-1, Testament d'I. B-G. du 15 août 2015.

²² Pièce P-29, Déclaration d'I.B. à l'enquêtrice Rafael Tahan, 20 février 2020.

[47] M. G... exploite le lave-auto par l'entremise de la Compagnie pendant environ deux ans. Il raconte avoir été contraint de le fermer notamment en raison de poursuites judiciaires. Le Registraire des entreprises radie d'office la Compagnie le 16 décembre 2020²³.

[48] Il semble qu'il opère une autre compagnie en parallèle, [Compagnie B]. Le témoignage de M. G... à ce sujet est nébuleux. Le Tribunal comprend que via [Compagnie B], M. G... conduisait des camions appartenant à [la compagnie C]. [Compagnie B] aurait cessé ses activités en 2016 ou 2017.

[49] Le Tribunal ignore depuis quand M. G... ne travaille plus.

[50] M. G... connaît des problèmes de santé. À ce sujet, la preuve est également floue. Il est question d'une opération à un poumon, de deux interventions au cerveau et d'investigations en cours par des médecins spécialistes. Il semble que M. G... soit en attente d'une intervention chirurgicale imminente au moment de l'audience.

[51] Le 16 septembre 2019, quand I.B. apprend que son compte bancaire courant est pratiquement vide, ses contacts avec M. G... cessent. Ce dernier témoigne avoir tenté de voir sa mère à l'hôpital en 2020, mais ne pas avoir pu le faire en raison d'une restriction liée à la pandémie de coronavirus.

[52] Finalement, il explique au Tribunal qu'il croyait que sa mère était décédée au cours de la pandémie. Il prétend que c'est en écoutant témoigner Mme A... à l'audience qu'il apprend que ce n'est pas le cas.

2. Le droit applicable

[53] Pour une meilleure compréhension des règles applicables au présent recours, le Tribunal reproduit le texte de l'article 48 de la Charte :

48. Toute personne âgée ou toute personne handicapée a droit d'être protégée contre toute forme d'exploitation.

Telle personne a aussi droit à la protection et à la sécurité que doivent lui apporter sa famille ou les personnes qui en tiennent lieu.

²³ Pièce P-6a), État des renseignements de l'entreprise [Compagnie A], 23 février 2023.

[54] Il est utile de rappeler ce principe tiré de l'arrêt *Vallée*²⁴ de la Cour d'appel du Québec qui fait toujours autorité :

[23] Je suis d'avis que l'article 48 de la Charte constitue une disposition de droit substantiel qui confère à la personne âgée le droit strict d'être protégée contre toute forme d'exploitation. Il englobe donc tant les droits énoncés au Code civil que ceux qui n'y sont pas prévus, dans la mesure où une personne âgée est victime d'exploitation.

[24] En ce sens, l'article 48 de la Charte ajoute aux dispositions du *Code civil du Québec* une dimension supplémentaire : d'une part, elle étend la protection aux personnes âgées victimes d'exploitation sans égard à la validité de leur consentement ou à l'existence d'un régime de protection et d'autre part, elle vise toute forme d'exploitation et ne se limite pas au seul contrôle des actes juridiques et obligations contractées par les personnes âgées.

[55] Parce que ce principe est inclus à la Charte, il « emporte la conséquence que la personne âgée a droit d'être protégée contre toute forme d'exploitation même si, du strict point de vue des règles de droit civil, son consentement est valide ou encore lorsqu'elle ne satisfait pas les conditions pour être déclarée inapte »²⁵.

[56] La Charte interdit l'exploitation des personnes âgées, qui peut « se manifester par une disproportion, un déséquilibre important et injuste »²⁶ entre la personne protégée et celle qui en abuse²⁷. Plus la personne âgée est vulnérable, plus la position de force de l'autre personne entraîne une exploitation potentielle de la personne protégée²⁸.

[57] Comme le rappelait le Tribunal dans l'affaire *Si.S.*²⁹ :

[68] La doctrine et la jurisprudence ont retenu plusieurs facteurs pouvant être pris en considération pour déterminer si une personne âgée est vulnérable et donc à risque d'être exploitée : selon les circonstances, son âge avancé, les maladies et les déficits physiques ou cognitifs qui l'affligent, son faible niveau de scolarité, sa crédulité et sa naïveté, le décès de son conjoint, sa dépendance pour ses soins de base et son isolement.

²⁴ *Vallée c. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*, 2005 QCCA 316 (*Vallée*). Voir aussi *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Succession Duhaime) c. Satgé*, 2016 QCTDP 12, par. 127-129; *Riendeau*, préc., note 4, par. 32.

²⁵ *Vallée*, préc., note 24, par. 26.

²⁶ *Id.*, par. 41.

²⁷ Voir *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Monty) c. Gagné*, 2002 CanLII 6887 (QC TDP), par. 83 (demande pour permission d'appeler accueillie, CA, 27-02-2003, 500-09-013055-033 – règlement hors cour) (*Gagné*); *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (J.R.) c. Moreau*, 2022 QCTDP 17, par. 72 et 73 (*Moreau*).

²⁸ *Vallée*, préc., note 24, par. 47; Voir aussi *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (S.M.) c. Si.S.*, 2021 QCTDP 46, par. 66 (*Si.S.*).

²⁹ *Si.S.*, préc., note 28.

(Référence omise)

[58] Souvent, l'exploitation est le fait d'une personne provenant de la cellule familiale. Il peut s'agir d'un proche aidant qui s'avère incompetent et épuisé, ou d'un proche aidant peu scrupuleux ou malintentionné³⁰.

[59] Voyons maintenant ce que la preuve révèle quant aux deux premiers critères à satisfaire pour conclure à l'exploitation interdite par la Charte, soit la vulnérabilité de la personne âgée et la position de force de celle contre qui le recours est intenté.

3. La vulnérabilité et la position de force

[60] Outre le grand âge d'I.B., sa mobilité est fragile et réduite, ses capacités cognitives déclinent, et son réseau social est quasi inexistant. Il s'agit de facteurs qui conduisent sans aucun doute à conclure qu'I.B. est une personne vulnérable³¹.

[61] La vulnérabilité d'I.B. est intrinsèquement liée à la position de force de M. G... à son égard. Plus I.B. devient vulnérable, plus M. G... s'investit auprès d'elle. Il s'occupe non seulement de ses repas, de l'accompagner à ses rendez-vous, et de multiples autres tâches liées à son bien-être et à sa vie quotidienne, mais il contrôle ensuite l'entièreté de ses finances. Peu à peu, I.B. dépend de lui pour presque tout.

[62] Il est manifeste que de cette situation de dépendance découle une position de force de M. G... vis-à-vis sa mère.

[63] En somme, pour la période visée par le présent recours, le Tribunal réitère que les deux premiers critères de l'exploitation de personnes âgées interdite par la Charte sont aisément satisfaits : I.B. est une personne âgée vulnérable et M. G... occupe une position de force à son endroit.

4. La mise à profit

[64] D'entrée de jeu, il importe de préciser que M. G... ne nie pas qu'il est celui qui a retiré, transféré et dépensé l'argent de sa mère. Personne d'autre n'avait accès aux affaires bancaires et financières d'I.B. Peu à peu, et rapidement à compter de la visite chez le notaire, I.B. n'effectue plus de transactions seule.

³⁰ Gagné, préc., note 27, par. 93.

³¹ Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (M.P.) c. R.T., 2015 QCTDP 23, par. 43-48 (R.T.).

[65] Sans aborder le détail des multiples transactions en litige, des constats d'ordre plus général sont utiles pour déterminer s'il y a mise à profit au bénéfice de M. G... et la Compagnie. Le Tribunal retient ce qui suit.

a) l'hébergement

[66] I.B. emménage en 2001 dans son appartement de l'immeuble A.

[67] En 2017, M. G... contrôle déjà les finances d'I.B. Le locateur d'I.B. connaît des difficultés à percevoir le loyer : les paiements n'arrivent pas à temps ou les chèques sont retournés sans provisions suffisantes. Les démarches du locateur se multiplient auprès de M. G... qui s'est chargé, depuis un certain temps, de payer le loyer pour sa mère. M. G... s'engage, promet ou est difficile à rejoindre.

[68] I.B. entre à l'hôpital le 28 octobre 2018 pour n'en ressortir que le 12 décembre suivant³². Elle ne peut plus vivre seule dans son appartement. En urgence, les intervenants du CLSC dénichent une ressource pouvant l'accueillir temporairement : Les Résidences A. Elle y emménage le 12 décembre 2018.

[69] M. G... explique qu'il informe le locateur que sa mère quittera l'appartement vu son état de santé. Il témoigne qu'il cesse de payer le loyer d'I.B. parce qu'il est en désaccord avec le fait que le locateur réclame une pénalité de trois mois de loyer en raison de la terminaison anticipée du bail.

[70] Le 27 mars 2019, la Régie du logement rend une décision qui résilie le bail [à l'immeuble A] et ordonne l'expulsion d'I.B.³³. À ce moment, les loyers des mois d'octobre 2018 à mars 2019 inclusivement sont impayés.

[71] À l'audience, M. G... reconnaît qu'en ne payant pas le loyer, il a commis une erreur.

[72] Malheureusement, l'histoire se répète chez Les Résidences A.

[73] Six mois après l'arrivée d'I.B. à cet endroit, l'administrateur n'a encore reçu aucun paiement pour le logement. C'est M. G... qui se présente comme étant responsable des paiements. Mme Saric, la travailleuse sociale désormais impliquée auprès d'I.B., entreprend une série de démarches pour comprendre la situation problématique. M. G... fournit toutes sortes d'explications liées à de présumés problèmes qu'une « équipe juridique » tente supposément de dépêtrer.

³² P-8, préc., note 14, p. 3 et 4.

³³ Pièce P-10, *St-Patrick Development Foundation c. G...*, 2019 QCRDL 10257.

[74] Le 18 juillet 2019³⁴, l'administrateur transmet une mise en demeure réclamant le paiement de près de 15 000 \$, sous peine d'expulsion. Mme A... témoigne que lorsqu'I.B. l'apprend, elle est catastrophée.

[75] À l'audience, M. G... finit par admettre qu'il n'avait pas de motif valable de ne pas payer pour l'hébergement de sa mère et qu'il ignore pourquoi il ne l'a pas fait.

[76] L'histoire se poursuit de la même façon puisque M. G... ne paie pas non plus l'IUGM, où elle est admise le 7 août 2019 et y demeure encore au moment de l'audience.

[77] Mme Saric entreprend à nouveau des démarches auprès de lui concernant l'absence de paiement de la contribution exigée par l'IUGM. Après quelques explications vagues, elle ne peut plus joindre M. G... : sa boîte vocale est pleine et il ne répond plus aux courriels qu'elle lui envoie. Au moment de l'ouverture du régime de protection par la Cour supérieure le 13 janvier 2021, I.B. doit 27 833,40 \$ à l'IUGM³⁵.

[78] À l'audience, M. G... prétend qu'il n'a reçu aucune demande de paiement de l'IUGM.

[79] Cette explication tardive doit être écartée. M. G... ne pouvait ignorer que sa mère devait payer une partie des coûts de son hébergement à l'IUGM. De plus, à compter du moment où Mme Saric l'informe que la contribution d'I.B. n'est pas payée à l'IUGM, il ne peut prétendre ignorer l'obligation de payer la contribution.

[80] En somme, aucun motif valable ne justifie M. G... de ne pas avoir payé pour l'hébergement de sa mère d'octobre 2018 à janvier 2021. Pendant ce temps, il s'approprie l'argent de sa mère.

b) le lave-auto

[81] Le 1^{er} avril 2015, I.B. signe une procuration générale notariée à son fils³⁶.

[82] Dès le 21 avril suivant, M. G... ouvre un compte bancaire au nom d'I.B., à une succursale de la Banque TD située tout près du lave-auto³⁷.

[83] Le 2 juin 2015, M. G... procède à l'immatriculation de la Compagnie pour exploiter le lave-auto.

³⁴ Pièce P-27, Dossier de la locataire I.B. à la Résidence A, du 18 juillet 2017 au 2 juillet 2019 (en liasse). La mise en demeure indique erronément le 18 juillet 2017 plutôt que 2019.

³⁵ Pièce P-25, Déclaration sous serment du Curateur public du Québec, 1^{er} mars 2023, par. 12.

³⁶ Pièce P-32, Procuration générale notariée du 1^{er} avril 2015.

³⁷ Pièce P-5, Formulaire d'ouverture de compte au nom d'I.B. désignant M. G... comme mandataire avec une procuration, 21 avril 2015.

[84] Un mois et demi plus tard, soit le 26 août, M. G... s'ouvre un compte de banque personnel à la même succursale de la Banque TD³⁸. De plus, à une date qui demeure non établie, M. G... ouvre un autre compte de banque au même endroit, cette fois au nom de la Compagnie³⁹.

[85] Entre juin 2014 et septembre 2019, un nombre impressionnant de transactions financières importantes, que ce soit sous la forme de retraits, de chèques ou de transferts, sont effectuées à partir des différents comptes bancaires d'I.B. pour finalement aboutir dans les comptes de M. G... ou de sa Compagnie⁴⁰.

[86] À l'audience, M. G... témoigne qu'I.B. lui a prêté en tout 175 000 \$ pour son lave-auto, somme qu'il a entièrement perdue dans la déconfiture de son entreprise.

[87] Ce prétendu prêt n'est pas constaté par écrit, du moins M. G... n'en apporte pas la preuve. Selon ce dernier, sa mère accepte d'abord de lui avancer la somme de 35 000 \$⁴¹ à titre de premier paiement pour l'acquisition du lave-auto. Il n'explique pas quand ni dans quelles circonstances I.B. aurait par la suite accepté de lui avancer les autres sommes d'argent jusqu'à concurrence de 175 000 \$.

[88] Cela soulève d'importantes questions mettant en cause la crédibilité, la probité et l'honnêteté de M. G... La preuve ne permet pas d'établir l'existence d'un ou plusieurs contrats de prêt totalisant 175 000 \$, verbaux ou écrits, intervenus entre I.B. et M. G... et/ou la Compagnie. La somme présumément prêtée est très élevée. Il est possible qu'I.B. ait accepté d'avancer de l'argent à son fils pour l'aider à démarrer son entreprise⁴², mais il est invraisemblable qu'elle ait accepté de prêter une telle somme sans écrit et sans condition.

[89] À tout événement, actes de prêt ou pas, consentement d'I.B. ou pas, la somme d'au moins 175 000 \$ retirée des avoirs d'I.B. par M. G..., pour son lave-auto, apparaît disproportionnée, injustifiée et inusitée, comme ne s'inscrivant pas logiquement dans l'histoire de la relation mère-fils exposée au Tribunal.

³⁸ Pièce P-20, Relevés de compte et pièces justificatives pour les comptes de M. G... à la Banque TD, 2016-2019.

³⁹ Les comptes bancaires chez TD pour I.B., M. G... et la Compagnie débutent tous par les chiffres 361 qui, manifestement, correspondent à la même succursale de la Banque TD.

⁴⁰ P-20, préc., note 38; Pièce P-21, Relevés de compte pour le compte de [Compagnie A] à la Banque TD, 2016-2018.

⁴¹ Pièce P-15, Relevés de compte et pièces justificatives pour le compte d'I.B. à la RBC (en liasse), 2013-2019, Copie d'un chèque de 35 000 \$ marqué de la note « Loan for business », p. 35 et 36 de 54.

⁴² En juillet 2022, alors qu'elle est sous tutelle aux biens et à la personne, I.B. déclare qu'elle a accepté de lui prêter 5 000 \$ mais pas plus. Pièce P-28, Dossier de la résidente I.B. à l'IUGM, du 20 septembre 2019 au 17 octobre 2022 (en liasse), Rapport d'évaluation et notes de rencontre, p. 105, 106, 114 et 126.

c) l'ouverture du compte bancaire TD au nom d'I.B. et la carte de crédit TD

[90] Tout indique que M. G... ouvre un compte de banque au nom de sa mère à la Banque TD à l'insu d'I.B.

[91] D'abord, la succursale choisie par M. G... se situe près du lave-auto, loin de l'appartement d'I.B. À cette époque, I.B. ne se déplace pas seule. Le représentant de la Banque TD affirme que rien au dossier n'indique qu'elle était présente lors de l'ouverture de ce compte.

[92] L'ouverture est autorisée parce que M. G... semble alors en possession d'une procuration, mais elle n'est pas retracée.

[93] La carte de signature bancaire ne comporte que celle de M. G...⁴³.

[94] L'adresse au compte est celle de M. G...⁴⁴.

[95] Le Tribunal est convaincu que M. G... ouvre ce compte bancaire afin de s'en servir comme compte transitoire pour s'approprier l'argent de sa mère à ses fins personnelles et pour celles de la Compagnie. Aucune preuve n'étaye l'hypothèse qu'I.B. avait besoin d'un autre compte bancaire. Aucune autre raison que celle retenue par le Tribunal n'explique l'ouverture de ce compte.

[96] Au surplus, la preuve révèle l'existence d'une seconde carte de crédit, soit une carte de crédit TD au nom d'I.B.⁴⁵, alors que la preuve ne montre pas un besoin pour une telle carte. Les relevés de compte sont expédiés à l'adresse personnelle de M. G...⁴⁶. Le Tribunal est convaincu qu'I.B. ignore également l'existence de cette carte de crédit.

d) les dépenses

[97] L'examen des relevés des comptes bancaires et cartes de crédit révèle des dépenses faites manifestement au seul bénéfice de M. G... ou de la Compagnie.

[98] Par exemple : plusieurs paiements sont faits à *Petro-Canada* dont le total, pour l'année 2016, avoisine 16 100 \$⁴⁷. À l'audience, M. G... explique que pour son entreprise [Compagnie B], il conduisait deux camions dix roues. L'achat d'essence, les réparations

⁴³ Pièce P-16, Relevés de compte et pièces justificatives pour le compte d'I.B. à la Banque TD (en liasse), 2016-2018, p. 1 sur 88.

⁴⁴ P-15, préc., note 41.

⁴⁵ Pièce P-19, Relevés de compte pour la carte de crédit VISA d'I.B. à la Banque TD, 2016-2020.

⁴⁶ *Id.*

⁴⁷ P-21, préc., note 40.

et l'entretien des camions s'effectuaient chez *Petro-Canada*. Il admet que ces dépenses portées aux comptes d'I.B. étaient pour ses fins.

[99] Un autre exemple : avec la carte de crédit TD d'I.B., M. G... dépense plus de 1 200 \$ chez *Moore's*, une mercerie pour homme⁴⁸. À l'audience, M. G... tente de convaincre le Tribunal que ces achats comprenaient une veste pour sa mère qui appréciait les vestes pour hommes vu leur amplitude. Cette explication peu crédible n'est pas retenue.

[100] Finalement, toujours à titre d'exemple, M. G... admet qu'il a payé son propre loyer à partir du compte TD de sa mère, pour une somme avoisinant les 4 000 \$.

e) la situation financière globale d'I.B.

[101] I.B., retraitée de longue date, reçoit diverses rentes.

[102] En plus de son compte courant RBC et de sa carte de crédit RBC, elle détient un compte de placements chez Manuvie⁴⁹, dont on ne sait pas grand-chose.

[103] De façon générale, avant la prise de contrôle par M. G..., le solde du compte bancaire RBC était relativement stable, autour de 9 000 \$. À compter du moment où M. G... obtient la procuration bancaire lui permettant d'y avoir accès, des mouvements inhabituels ou importants se multiplient. Puis, le solde du compte de banque RBC se situe régulièrement sous la barre des 2 000 \$⁵⁰.

[104] Quand I.B. découvre qu'il ne reste que 66 \$ dans son compte en septembre 2019, ses cartes de crédit⁵¹ ne sont plus actives depuis plusieurs mois car les institutions de crédit impliquées ont réduit la limite de crédit à 0 \$ afin d'empêcher toute transaction future vu les dépassements des limites consenties. Par ailleurs, dans les deux cas, les cartes affichent des soldes impayés de plus de 1 000 \$ (RBC) et de 2 000 \$ (TD).

[105] Le représentant du Curateur public du Québec signe une déclaration sous serment qui fait état d'une dette de plus de 230 000 \$ due aux instances fiscales⁵² au moment de l'ouverture du régime de protection le 13 janvier 2021. I.B. devait près de 28 000 \$ à

⁴⁸ P-20, préc., note 38.

⁴⁹ Pièce P-17, Relevés de comptes et pièces justificatives pour le compte d'I.B. à la Banque Manuvie (en liasse), 2015-2020.

⁵⁰ P-15, préc., note 41.

⁵¹ Sa carte de crédit RBC et celle dont elle ignore l'existence, la carte de crédit TD.

⁵² La nature de cette dette n'a pas été expliquée au Tribunal.

l'IUGM, en outre des intérêts. Elle devait aussi plus de 5 700 \$ de loyers pour son appartement de l'immeuble A⁵³, ainsi que près de 15 000 \$ à Les Résidences A⁵⁴.

[106] Le portrait de la dégringolade de la situation financière d'I.B. pendant la période visée par le recours demeure incomplet puisque la preuve ne permet pas de connaître le bilan financier d'I.B. avant et après l'implication de M. G.... Cependant, il est manifeste que sa situation financière s'est grandement détériorée depuis le début de l'année 2016, son endettement ayant augmenté de façon importante jusqu'à l'entrée en scène du Curateur public.

[107] Il n'existe aucun doute dans l'esprit du Tribunal que l'argent d'I.B. que M. G... s'est approprié a manifestement créé une grande disproportion dans la situation financière de cette dernière, un déséquilibre important et injuste, à son détriment. Le critère de la mise à profit est pleinement satisfait.

5. Conclusion

[108] Le Tribunal conclut que M. G... et la Compagnie ont compromis le droit d'I.B. d'être protégée contre l'exploitation, contrevenant ainsi à l'article 48 de la Charte.

C. M. G... réussit-il à prouver que sa mère a consenti aux transactions financières en litige? Si oui, cela fait-il échec au recours?

[109] Pour tenter de faire échec au recours de la CDPDJ, M. G... fait valoir essentiellement les prétentions suivantes :

- il a bien pris soin de sa mère et s'est beaucoup occupé d'elle;
- sa mère a placé en lui toute sa confiance en en faisant son mandataire pour ses affaires bancaires et financières;
- elle a consenti aux diverses transactions en litige;
- en vertu de la procuration bancaire, de la procuration générale notariée et du testament qui le désigne comme l'héritier unique, il considère qu'il avait les pleins pouvoirs pour agir comme il l'a fait.

⁵³ Pièce P-26, Dossier de la locataire I.B. à la Résidence B (en liasse), 2017-2020.

⁵⁴ P-27, préc., note 34.

[110]M. G... a tort. Le fait de donner mandat à une personne d'agir pour soi n'est pas sans limites et ne donne pas le droit d'exploiter une personne âgée vulnérable. Le mandataire doit agir avec honnêteté et loyauté dans le meilleur intérêt du mandant, et éviter les situations de conflit entre ses propres intérêts et ceux du mandant⁵⁵.

[111]M. G... n'apporte aucune preuve d'un consentement explicite d'I.B. aux transactions litigieuses. Il témoigne qu'elle accepte de lui prêter une certaine somme d'argent pour le dépôt initial requis lors de l'acquisition du lave-auto, mais son témoignage ne suffit pas à soutenir sa position, pour les motifs qui suivent.

[112]D'abord, M. G... est incapable de décrire dans quelles circonstances I.B. aurait accepté de consentir un prêt; Quand? Où? Quelles sont les modalités discutées? Ce prêt est-il constaté par écrit? Est-il assorti de garanties?

[113]De plus, s'il fallait conclure qu'I.B. accepte de prêter la somme de 35 000 \$ requise initialement, la preuve n'établit pas un consentement d'I.B. à prêter 140 000 \$ de plus à M. G..., sans écrit et sans garantie.

[114]En fait, le Tribunal est convaincu qu'I.B. n'a aucune idée de l'utilisation que son fils fait de son argent.

[115]À tout événement, et comme l'enseigne la jurisprudence citée précédemment⁵⁶, une victime ne consent pas à être exploitée financièrement. La personne qui confie le mandat à une autre de gérer ses affaires est en droit de s'attendre qu'elle agisse avec prudence et diligence, dans son intérêt⁵⁷. Le mandataire doit rendre compte et informer le mandant de sa gestion⁵⁸.

[116]M. G... échoue sur tous les fronts.

D. M. G... et la Compagnie ont-ils porté atteinte au droit d'I.B. à la sauvegarde de sa dignité, sans discrimination fondée sur l'âge?

[117]Dans son mémoire modifié, la CDPDJ allègue : « Par la même occasion, les défendeurs ont porté atteinte aux droits de la victime à la sauvegarde de sa dignité [...] ». Autrement dit, selon les prétentions de la CDPDJ, l'exploitation d'I.B. constitue une

⁵⁵ Art. 2138 al. 2 C.c.Q.

⁵⁶ Voir paragraphes [53] à [55] du présent jugement.

⁵⁷ Art. 1309 et 2138 C.c.Q.

⁵⁸ Art. 2139 C.c.Q.

atteinte au droit à la sauvegarde de sa dignité sans distinction ou exclusion fondée sur l'âge ou le handicap⁵⁹.

[118] Dans l'arrêt *Ward c. Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse)*⁶⁰, la Cour suprême du Canada se prononce sur la portée du droit à la sauvegarde de la dignité protégé par l'article 4 de la Charte. Elle enseigne que la Charte ne protège pas le droit à la dignité, mais bien le droit à la sauvegarde de la dignité. Elle précise que cette disposition de la Charte n'est pas une simple modalité d'application des autres droits fondamentaux. Elle explique que l'objet de l'article 4 est de protéger l'humanité de la personne dans ses attributs les plus fondamentaux. Lorsqu'une personne se voit privée de son humanité en raison des traitements qu'elle subit, sa dignité est atteinte.

[119] Toujours selon l'arrêt *Ward*, la notion d'humanité est au cœur du droit à la sauvegarde de la dignité d'une personne⁶¹. L'article 4 de la Charte offre à une personne une protection contre la négation de sa valeur en tant qu'être humain, constituant ainsi un bouclier contre des atteintes qui révoltent la conscience de la société.

[120] La CDPDJ n'a pas insisté dans ses représentations sur l'atteinte alléguée au droit à la sauvegarde de la dignité d'I.B.

[121] Le Tribunal ne considère pas que l'exploitation d'I.B. par M. G... et la Compagnie a été faite en la dénigrant, en l'avilissant, en l'humiliant ou en bafouant sa personne même⁶².

[122] Selon la Cour suprême du Canada, « il n'y a pas lieu d'invoquer le droit à la sauvegarde de la dignité pour protéger un intérêt qui est par ailleurs déjà pleinement assuré par un autre droit fondamental, car cet autre droit fondamental se fonde lui-même sur la dignité »⁶³.

[123] Dans ces circonstances, le Tribunal conclut que M. G... et la Compagnie n'ont pas porté atteinte au droit d'I.B. à la sauvegarde de sa dignité.

[124] À tout événement, la CDPDJ réclame des dommages-intérêts pour préjudice moral, sans distinction quant aux différentes atteintes à la Charte qu'elle allègue. Le nombre de dispositions de la Charte enfreintes n'influe pas sur l'ampleur du préjudice moral. Les

⁵⁹ Art. 4 et 10 de la Charte.

⁶⁰ *Ward c. Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse)*, 2021 CSC 43, par. 48-58.

⁶¹ *Id.*, par. 56.

⁶² *Id.*, par. 58.

⁶³ *Id.*, par. 51.

dommages-intérêts pour préjudice moral s'octroient plutôt en fonction des conséquences réellement subies par la personne.

E. À quelles indemnités I.B. a-t-elle droit?

1. Dommmages-intérêts pour préjudice matériel

[125] La CDPDJ réclame la somme de 219 384,56 \$⁶⁴ pour le préjudice matériel subi par I.B. en raison de son exploitation par M. G... et/ou sa Compagnie.

[126] Cette somme se décline en différents achats effectués au nom d'I.B., en chèques signés par elle pour des montants importants, ou en des retraits et transferts multiples et significatifs effectués sur ses comptes bancaires, à son insu ou à son détriment, au profit exclusif de M. G... et/ou de la Compagnie.

[127] Cette réclamation apparaît conservatrice. Une expertise juricomptable aurait vraisemblablement permis de retracer d'autres transactions faites au détriment d'I.B.

[128] La réclamation de la CDPDJ à titre de préjudice matériel au bénéfice d'I.B. est partiellement bien fondée pour les motifs suivants.

a) les achats de biens ou de services

[129] En ce qui concerne les achats effectués par M. G... et/ou la Compagnie entre 2016 et 2019, la CDPDJ réclame le remboursement de 21 169,40 \$⁶⁵ pour les achats suivants : 1) 292,85 \$ à *BMW*⁶⁶, 2) 152,63 \$ à la chaîne hôtelière *Fairmont*⁶⁷, 3) 1 014,14 \$ au détaillant de vêtements pour hommes *Moore's*⁶⁸, 4) 19 387,78 \$ à la pétrolière *Petro-Canada*⁶⁹, et 5) 322 \$ à la pétrolière *Shell*⁷⁰.

[130] Au cours de son témoignage, M. G... tente de se justifier. Il ne parvient pas à convaincre que ces dépenses ne sont pas faites dans son intérêt ou celui de la Compagnie.

⁶⁴ Modification faite au cours de l'audience.

⁶⁵ La CDPDJ réclamait 24 489,81 \$ dans sa Demande introductive d'instance modifiée mais, après analyse, a révisé ce montant à l'audience pour l'établir à 21 169,40 \$.

⁶⁶ P-19, préc., note 45, p. 1 de 86.

⁶⁷ *Id.*

⁶⁸ *Id.*

⁶⁹ *Id.*; P-16, préc., note 43; Pièce P-22, Relevés de compte pour la carte de crédits de [Compagnie A] à la Banque TD (en liasse), 2017-2019.

⁷⁰ P-16, préc., note 43, p. 15.

[131] Il acquitte ces montants en utilisant les outils financiers d'I.B. Elle se trouvait alors en état de vulnérabilité, sans accès personnel à ses outils financiers, sans accès non plus à ses relevés de compte.

[132] La CDPDJ a le droit d'obtenir le remboursement de la somme de 21 169,40 \$ au bénéfice d'I.B.

b) les chèques

[133] Relativement aux chèques litigieux, tous tirés des comptes bancaires d'I.B., la réclamation de la CDPDJ totalise la somme de 26 675 \$⁷¹.

[134] Cette réclamation se décline comme suit⁷² :

- 1) Chèque de 6 000 \$ du 5 janvier 2016, au nom de G... G..., tiré du compte RBC;
- 2) Chèque de 2 600 \$ du 7 février 2016, au nom de M. Radisa Tomovic, tiré du compte TD d'I.B.;
- 3) Chèque de 4 000 \$ du 29 juin 2016, au nom de G... G..., tiré du compte RBC;
- 4) Chèque de 3 000 \$ du 11 juillet 2016, au nom de G... G..., tiré du compte de Manuvie;
- 5) Chèque de 5 000 \$ du 30 août 2016, au simple nom de « G... », tiré du compte RBC;
- 6) Chèque de 1 300 \$ du 27 septembre 2016, au nom de M. Radisa Tomovic, tiré du compte TD d'I.B.;
- 7) Chèque de 3 125 \$ du 4 décembre 2017, au nom de [Compagnie A], tiré du compte RBC;
- 8) Deux chèques totalisant 1 650 \$ (soit 750 \$ du 12 mars 2020 et 900 \$ du 16 mars 2020), au nom de G... G..., tirés du compte de Manuvie.

[135] Le premier chèque (6 000 \$) porte l'écriture de M. G..., assorti de la signature laborieuse d'I.B. Le montant total de 6 000 \$ a rapidement été déposé dans le compte bancaire TD de M. G....

⁷¹ Il s'agit du total des sommes énumérées au tableau P-23 détaillant la réclamation. Le Tribunal analyse la réclamation telle que présentée dans ce tableau mis à jour à l'audience même si la Demande introductive d'instance n'a pas été formellement modifiée en conséquence (le montant réclamé est de 21 125 \$). Il s'agit manifestement d'un oubli.

⁷² Le Tribunal énumère les chèques litigieux par ordre chronologique plutôt que dans l'ordre donné par la CDPDJ dans sa réclamation détaillée à la pièce P-23, Tableaux des transactions constituant la mise à profit (en liasse).

[136]Quant au second chèque (2 600 \$) au bénéfice de M. Tomovic, bien qu'il ne soit pas produit au dossier, un récépissé du 7 février 2016 de la Banque TD établit que cette somme a été débitée du compte d'I.B.⁷³. Or, le bénéficiaire du chèque est le propriétaire du logement habité par M. G....

[137]Quant au troisième chèque (4 000 \$), à l'exception de la signature, l'écriture n'est pas celle d'I.B. Le montant total a rapidement été déposé dans le compte bancaire TD de M. G....

[138]Le chèque suivant (3 000 \$) est rédigé et signé par M. G.... Ce montant a promptement été déposé dans le compte bancaire TD de ce dernier.

[139]Le cinquième chèque (5 000 \$) porte la signature laborieuse d'I.B., mais l'écriture est celle de M. G.... Le montant du chèque a rapidement été déposée dans le compte TD de ce dernier.

[140]Le sixième chèque (1 300 \$) est rédigé au nom de M. Tomovic, locateur de M. G....

[141]La CDPDJ allègue qu'un septième chèque (3 125 \$) aurait bénéficié à la Compagnie. Ce chèque n'est pas produit en preuve. En dépit du fait que le compte bancaire d'I.B. est débité de cette somme avec la mention « chèque », la preuve ne permet pas de conclure que le chèque est fait au nom de la Compagnie. En outre, la preuve ne démontre aucune entrée contemporaine correspondante dans les relevés bancaires de la Compagnie. Il n'y a donc pas lieu d'inclure cette somme dans le total du préjudice matériel, faute de preuve suffisante.

[142]Enfin, les chèques du 12 mars 2020 et du 16 mars 2020, au nom de M. G... et aux montants respectifs de 750 \$ et 900 \$, sont rédigés et signés par M. G..., mais vu l'insuffisance de fonds au moment de leur encaissement, ces sommes ne sont pas incluses dans le total du préjudice matériel.

[143]La CDPDJ a droit au remboursement de la somme de 21 900 \$ au bénéfice d'I.B. au chapitre des chèques tirés sur ses comptes bancaires.

c) les retraits débités des comptes bancaires d'I.B.

[144]La CDPDJ réclame la somme de 42 843 \$, répartie comme suit⁷⁴ :

- 1) 29 100 \$ en retraits au comptoir entre janvier 2016 et octobre 2018;

⁷³ P-16, préc., note 43, p. 38.

⁷⁴ P-15, préc., note 41; P-16, préc., note 43; P-17, préc., note 49.

2) 13 743 \$ en retraits au guichet automatique entre octobre 2018 et août 2019.

[145] Une vingtaine de retraits au comptoir⁷⁵, totalisant 29 100 \$, sont effectués entre janvier 2016 et la mi-novembre 2016 sur le compte bancaire TD d'I.B. par M. G....

[146] Une trentaine de retraits au guichet automatique, totalisant 13 743 \$ (la plupart d'un montant de 500 \$⁷⁶), sont effectués entre octobre 2018 et septembre 2019 sur le compte RBC d'I.B.

[147] Le Tribunal est convaincu que tous ces retraits sont effectués par M. G... et que ces sommes n'ont profité qu'à M. G... et/ou à la Compagnie, au détriment d'I.B.

[148] La CDPDJ a le droit d'obtenir le remboursement de la somme de 42 843 \$ au bénéfice d'I.B.

d) les avances de fonds sur les cartes de crédit

[149] La CDPDJ réclame la somme de 2 151,50 \$ pour des avances de fonds sur les cartes de crédit d'I.B. et les frais en découlant.

[150] Le Tribunal est convaincu que la plupart des avances de fonds pointées par la CDPDJ sont obtenues par M. G..., alors qu'il est détenteur d'une carte supplémentaire au compte de carte de crédit RBC d'I.B. et seul détenteur de la carte de crédit Visa TD dont I.B. ignore l'existence.

[151] Le Tribunal ne peut toutefois conclure que les avances de fonds de 300 \$ et de 360 \$, respectivement exécutées les 25 novembre 2016 et 5 décembre 2016, ainsi que les frais de sept dollars en découlant, doivent être remboursés par M. G..., faute par la CDPDJ d'en avoir fait la preuve. Aucun relevé de carte de crédit ni aucune preuve documentaire ne soutiennent la réclamation de la CDPDJ de cette somme de 667 \$.

[152] La CDPDJ a le droit d'obtenir le remboursement de la somme de 1 481 \$⁷⁷ au bénéfice d'I.B.

⁷⁵ Les relevés bancaires indiquent la mention « cash withdrawal ».

⁷⁶ Il s'agissait alors de la limite quotidienne pour tout retrait au guichet de la RBC au cours de cette période.

⁷⁷ 1) Avance de fonds du 14 octobre 2016 de 200 \$ et frais de 3,50 \$; 2) Avance de fonds du 23 octobre 2016 de 200 \$ et frais de 3,50 \$; 3) Avance de fonds du 24 octobre 2016 de 260 \$ et frais de 3,50 \$; 4) Avance de fonds du 26 décembre 2016 de 300 \$ et frais de 3,50 \$; 5) Avance de fonds du 10 mars 2017 de 100 \$ et frais de 3,50 \$; 6) Avance de fonds du 15 août 2017 de 400 \$ et frais de 3,50 \$. Pièce P-18, Relevés de compte pour la carte de crédit VISA d'I.B. à la RBC, 2015-2020; P-19, préc., note 45.

e) les transferts d'argent

[153] La CDPDJ réclame la somme de 125 400 \$ relative à des transferts d'argent effectués entre le compte bancaire TD d'I.B. et ceux de M. G... ou de la Compagnie.

[154] Il s'agit des transferts suivants: a) 96 900 \$ transférés au compte bancaire TD de la Compagnie; b) 3 500 \$ transférés au compte bancaire TD de M. G..., et c) 25 000 \$ transférés aussi au compte bancaire TD de M. G....

[155] Entre janvier et octobre 2016, la Compagnie reçoit la somme totale de 94 500 \$ en provenance du compte bancaire TD d'I.B.⁷⁸. Les transferts correspondants sont les suivants :

- 1) 25 000 \$ le 27 janvier 2016;
- 2) 5 000 \$ le 8 février 2016;
- 3) 25 000 \$ le 14 mars 2016;
- 4) 9 500 \$ le 26 juillet 2016;
- 5) 12 000 \$ le 26 septembre 2016;
- 6) 15 000 \$ le 25 octobre 2016;
- 7) 3 000 \$ le 28 octobre 2016.

[156] De plus, des transferts totalisant la somme de 3 500 \$, issus du compte bancaire TD d'I.B. et ayant abouti dans le compte bancaire TD de M. G..., sont effectués les 29 septembre 2016 (1 200 \$), 5 octobre 2016 (800 \$), 25 octobre 2016 (1 000 \$) et 28 octobre 2016 (500 \$)⁷⁹.

[157] De même, des transferts totalisant la somme de 26 000 \$, tous issus du compte bancaire TD d'I.B., et qui se retrouvent dans le compte bancaire TD de M. G..., sont effectués les 27 janvier 2016 (5 000 \$), 8 février 2016 (5 000 \$), 14 mars 2016 (5 000 \$), 5 mai 2016 (2 000 \$), 26 septembre 2016 (2 000 \$), 5 octobre 2016 (1 000 \$), 25 octobre 2016 (2 000 \$), 28 octobre 2016 (3 000 \$) et 31 octobre 2016 (1 000 \$)⁸⁰.

[158] Bien que le total de ces sommes atteint en réalité 26 000 \$, la CDPDJ n'en réclame que 25 000 \$, parce que le 29 juin 2016, M. G... transfère 1 000 \$ de son compte bancaire TD à celui d'I.B.⁸¹.

⁷⁸ P-21, préc., note 40.

⁷⁹ Voir P-16, préc., note 43, p. 66, 68, 72, 77 et 79.

⁸⁰ P-20, préc., note 38.

⁸¹ *Id.*; P-16, préc., note 43.

[159] Le Tribunal est convaincu que tout cet argent, soutiré des avoirs d'I.B., l'est au seul bénéfice de M. G... et/ou celui de la Compagnie. Les transferts sont effectués à l'insu d'I.B. et à son détriment.

[160] La CDPDJ a le droit d'obtenir, au bénéfice d'I.B., le remboursement de la somme de 123 000 \$ pour ces transferts bancaires.

f) les frais résultant de la mauvaise gestion des comptes

[161] La CDPDJ demande que M. G... rembourse la somme de 2 095,66 \$ qui aurait résulté de la mauvaise gestion qu'il a faite des cartes de crédit d'I.B.

[162] La preuve révèle que cette somme correspond à des intérêts et des frais appelés « overlimit fees ».

[163] Il y a lieu de faire droit partiellement à cette réclamation, pour la partie attribuable aux intérêts sur les avances de fonds effectuées sur la carte de crédit RBC d'I.B., lesquels atteignent 164,35 \$⁸². Le Tribunal a déjà tranché que les avances de fonds constituent l'une des formes d'exploitation d'I.B. par M. G... Les intérêts sur ces avances sont indissociables des avances elles-mêmes.

[164] Quant au reliquat de ce chef de réclamation, le Tribunal ne peut y faire droit, car les intérêts résultent de l'incompétence de M. G... dans la gestion des finances de sa mère.

[165] La CDPDJ a droit au remboursement de la somme de 164,35 \$ au bénéfice d'I.B.

2. Dommages-intérêts pour préjudice moral

[166] La CDPDJ réclame la somme de 15 000 \$ à titre d'indemnité pour compenser le préjudice moral subi par I.B.

[167] Les dommages-intérêts pour préjudice moral visent à indemniser la victime des conséquences de l'atteinte à ses droits fondamentaux⁸³. L'évaluation du montant à accorder à ce titre constitue un exercice difficile, qui comporte inévitablement une part d'arbitraire⁸⁴.

⁸² P-15, préc., note 41.

⁸³ *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Succession Hamelin-Piccinin) c. Massicotte*, 2018 QCTDP 18, par. 147.

⁸⁴ *Bou Malhab c. Métromédia C.M.R. Montréal inc.*, 2003 CanLII 47948 (QC CA), par. 62 et 63; *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (X) c. Commission scolaire de Montréal*, 2017 QCCA 286. Par. 63 (demande d'autorisation d'appeler refusée, CSC, 17-08-2017, 37538).

[168] Les dommages-intérêts s'évaluent en fonction de chaque victime, au cas par cas. Une même atteinte peut causer un préjudice moral différent d'une personne à l'autre. La jurisprudence en cette matière sert de guide, mais chaque cas doit être analysé selon la spécificité de la victime et en fonction de la preuve administrée à l'audience.

[169] I.B. ne témoigne pas à l'audience, que ce soit oralement ou par écrit. Ce n'est toutefois pas un obstacle à l'octroi de dommages-intérêts pour préjudice moral⁸⁵. La preuve quant à l'ampleur du préjudice moral d'I.B. repose sur le témoignage de Mme A..., celui de la travailleuse sociale Mme Saric, et sur le contenu du dossier des intervenants du CLSC et de celui de l'IUGM.

[170] Le Tribunal comprend qu'I.B. place toute sa confiance en M. G... pour administrer ses affaires. Elle est très inquiète après la signification de la mise en demeure de [l'Immeuble A] réclamant du loyer que M. G... néglige de payer⁸⁶.

[171] Cette situation exige que son déménagement en résidence pour personnes âgées, nécessaire vu sa santé déclinante, se fasse de façon précipitée. I.B. est bousculée.

[172] Les intervenants du CLSC réussissent tout de même à organiser son déménagement temporaire chez Les Résidences A, qui s'avère être une résidence pour personnes âgées où les services sont principalement rendus en français, langue qu'I.B. ne parle pas. Dans l'urgence, cette solution imparfaite s'imposait. I.B. s'ennuie et déprime à cet endroit.

[173] Lorsqu'I.B. découvre que son compte bancaire est vide, les témoins présents à la banque avec elle la décrivent comme catastrophée. En choc, elle s'écrie que son fils l'a volée et s'effondre. Les contacts entre M. G... et elle cessent par la suite.

[174] À l'IUGM, une travailleuse sociale rencontre I.B. plus d'une fois pour évaluer sa capacité à autoriser la CDPDJ à poursuivre son fils en justice. I.B. dit et répète qu'elle est fâchée contre son fils, qu'elle voudrait qu'il comprenne la gravité de ce qu'il lui a fait, et que s'il ne collabore pas à la récupération des sommes qu'il lui a prises, elle serait favorable à ce qu'il aille en prison⁸⁷.

[175] La travailleuse sociale rapporte qu'I.B. est très émotive lorsqu'elle parle de ce que son fils a fait.

⁸⁵ R.T., préc., note 31, par. 88; *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Succession Lajoie) c. Lajoie*, 2016 QCTDP 13, par. 68 (*Lajoie*).

⁸⁶ P-28, préc., note 42, Notes des intervenants en service social, p. 19 et 20. Le blocage aurait été demandé le 21 octobre 2019, p. 48.

⁸⁷ *Id.*, Dossier de la résidence d'I.B. à l'IUGM, p. 105, 106 et 126.

[176] I.B. déclare à la travailleuse sociale à l'IUGM qu'elle « n'a plus de liens » avec son fils depuis qu'elle a appris qu'il lui a pris son argent. Les notes indiquent qu'il est présent lors de son admission le 7 août 2019 et qu'il n'a pas été revu à l'IUGM auprès de sa mère en date du rapport en juillet 2022⁸⁸. L'évaluation du fonctionnement social du 16 octobre 2020 mentionne que M. G... coupe les ponts avec I.B. quand il voit son accès bloqué au compte RBC de cette dernière⁸⁹. Le Tribunal ignore si I.B. a vu ses petites-filles après son admission à l'IUGM. Le dossier hospitalier n'en parle pas.

[177] I.B. déclare aux intervenantes à l'IUGM qu'elle a modifié son testament pour léguer ce qui lui reste à ses petites-filles⁹⁰. La valeur de son héritage sera bien moindre que ce qu'il aurait été sans l'abus financier commis par son fils. I.B. était très fière de ses économies parce qu'elle considérait avoir travaillé fort toute sa vie⁹¹.

[178] Guidé par la jurisprudence soumise par la CDPDJ⁹², en faisant les distinctions qui s'imposent, le Tribunal estime que la somme de 10 000 \$ indemnise adéquatement I.B.

[179] Dans ces circonstances, le Tribunal accorde la somme de 10 000 \$ à titre de dommages-intérêts pour préjudice moral.

3. Dommages-intérêts punitifs

[180] La CDPDJ réclame la somme de 3 000 \$ à titre de dommages-intérêts punitifs.

[181] En cas d'atteinte illicite et intentionnelle aux droits protégés par la Charte, le Tribunal peut octroyer des dommages-intérêts punitifs⁹³. Il s'agit d'un pouvoir discrétionnaire⁹⁴. Il y a atteinte illicite et intentionnelle lorsque celui ou celle qui porte atteinte aux droits fondamentaux protégés par la Charte agit dans un état d'esprit qui dénote un désir, une volonté de causer les conséquences de sa conduite fautive, ou agit en connaissant ou en ne pouvant ignorer les conséquences probables que sa conduite engendrera. L'insouciance dont fait preuve cette personne quant aux conséquences de ses actes fautifs, si déréglée et téméraire soit-elle, ne satisfera pas, à elle seule, ce critère⁹⁵.

⁸⁸ *Id.*, Rapport de la travailleuse sociale et notes de rencontre, p. 104 et 105.

⁸⁹ *Id.*, Évaluation du fonctionnement social, p. 11.

⁹⁰ *Id.*, Notes des intervenants en travail social, p. 75.

⁹¹ *Id.*, p. 76.

⁹² *Gagné*, préc., note 27, par. 140; *Lajoie*, préc., note 85, par. 64-70; *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (A.S.) c. L.S.*, 2020 QCTDP 9, par. 214-222 (demande pour permission d'appeler refusée, 2020 QCCA 814); *Si.S.*, préc., note 28, par. 112-120; *Moreau*, préc., note 27, par. 137-145.

⁹³ Art. 49 de la Charte.

⁹⁴ *Québec (Curateur public) c. Syndicat national des employés de l'hôpital St-Ferdinand*, 1996 CanLII 172 (CSC).

⁹⁵ *Id.*, par. 121 et 122.

[182] Les dommages-intérêts punitifs n'ont pas pour but d'indemniser la victime, mais visent plutôt à marquer la désapprobation sociale du comportement, et assurent une fonction préventive, dissuasive et de dénonciation⁹⁶.

[183] Le Tribunal n'a aucune hésitation à octroyer des dommages-intérêts punitifs dans cette affaire.

[184] M. G... a dépouillé sa mère sans vergogne, en planifiant le tout.

[185] Expulsé de chez lui, vraisemblablement sans le sou, il se rapproche de sa mère et lui apporte soutien et compagnie. Une fois la relation bien installée, il obtient d'abord l'accès au compte bancaire d'I.B. Puis, il l'amène chez le notaire pour obtenir une procuration générale et un testament en sa faveur. Il utilise ensuite l'argent de sa mère pour se lancer en affaires et combler les manques à gagner de sa piètre situation financière.

[186] Plus le temps avance, et plus les intervenants du CLSC se soucient de la situation financière d'I.B., moins M. G... collabore jusqu'à inventer toutes sortes de prétextes pour que son larcin demeure caché.

[187] Finalement, il s'avère que M. G... est une personne qui a connu un grand nombre de démêlés avec la justice⁹⁷, mais tout au long des procédures judiciaires et de l'audience, il se présente comme une personne ignorante du processus judiciaire et comme une victime de toute cette situation pour laquelle il ne serait pas à blâmer.

[188] Ses agissements effrontés et son attitude désinvolte devant la gravité des gestes qu'il a commis à l'encontre de sa mère choquent le Tribunal.

[189] Agissant à la fois à titre personnel, et à titre d'administrateur et actionnaire unique de la Compagnie, il a intentionnellement dépouillé sa mère, ultimement à son seul bénéfice. Il a vu dans le déclin de sa mère, sa chance de pallier à sa propre déconfiture⁹⁸.

[190] La preuve est mince sur la situation financière de M. G..., laquelle doit être prise en compte dans la détermination du montant des dommages-intérêts punitifs⁹⁹. M. G... témoigne qu'il a peu de moyens financiers, sans plus.

⁹⁶ *de Montigny c. Brossard (Succession)*, 2010 CSC 51, par. 51 et 53.

⁹⁷ Pièce P-33, Liste des plumeux en date du 27-04-2023.

⁹⁸ Jean-Louis BAUDOIN, et Pierre-Gabriel JOBIN, *Les obligations*, 7^e éd. par P.-G. JOBIN et Nathalie VÉZINA, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2013, p. 715 et 716; Vincent KARIM, *Les obligations*, 3^e éd., vol. 2, Montréal, Wilson & Lafleur, 2009, p. 801 et 802.

⁹⁹ Art. 1621 C.c.Q.

[191] Considérant ce qui précède, le Tribunal accorde la somme demandée de 3 000 \$.

4. Les condamnations

[192] La CDPDJ demande de conclure à la responsabilité de M. G... à titre personnel et à titre d'administrateur de la Compagnie, ainsi que de conclure à celle de la Compagnie, pour tous les dommages-intérêts. Elle ne demande pas que M. G... et la Compagnie soient condamnés solidairement.

[193] En principe, le Tribunal ne peut adjuger au-delà de ce qui est demandé. Cette règle est codifiée au second alinéa de l'article 10 du *Code de procédure civile* :

10. Les tribunaux ne peuvent se saisir d'office; il revient aux parties d'introduire l'instance et d'en déterminer l'objet.

Les tribunaux ne peuvent juger au-delà de ce qui leur est demandé. Ils peuvent, si cela s'impose, corriger les impropriétés dans les conclusions d'un acte de procédure pour donner à celles-ci leur véritable qualification eu égard aux allégations de l'acte.

Ils ne sont pas tenus de se prononcer sur des questions théoriques ou dans les cas où le jugement ne pourrait mettre fin à l'incertitude ou à la controverse soulevée, mais ils ne peuvent refuser de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi.

[194] Le Tribunal doit s'en tenir aux conclusions formulées par les parties, à moins qu'au cours des débats, les parties n'aient eu l'occasion d'exposer leur position au Tribunal et qu'ainsi, elles aient été entendues quant à ce qui est visé par la conclusion différente de celle formulée par les parties dans leur procédure¹⁰⁰.

[195] Comme déjà indiqué, la CDPDJ ne demande pas de condamnation solidaire. La question n'est pas discutée à l'audience. L'affaire procède par défaut contre la Compagnie et M. G... n'est pas représenté. Dans ces circonstances, de l'avis du Tribunal, même s'il s'agit possiblement d'un cas de solidarité de plein droit¹⁰¹, le Tribunal ne prononcera pas de condamnation solidaire et s'en tient au choix fait par la CDPDJ¹⁰².

¹⁰⁰ *Droit de la famille* — 871, 1990 CanLII 3140 (QC CA), p. 2; *Congrégation Amour pour Israël c. Investissements Diane de Chantal inc.*, 1997 CanLII 10210 (QC CA), p. 11 et 12; *Domtar inc. c. Lord*, 2000 CanLII 17191 (QC CA), par. 10 (demande d'autorisation d'appeler refusée, CSC, 15-03-2001, 28074).

¹⁰¹ Art. 1526 C.c.Q.

¹⁰² Qui a d'ailleurs modifié les conclusions de sa demande introductive d'instance peu de temps avant l'audience, sans demander de condamnation solidaire.

[196] Le registre des entreprises et l'ensemble de la preuve pertinente indiquent que M. G... est le seul administrateur, actionnaire et dirigeant de la Compagnie. Cette dernière agit seulement par lui. La seule activité de la Compagnie est l'exploitation du lave-auto de M. G....

[197] La preuve est probante et convaincante que tout l'argent d'I.B. que la Compagnie s'est approprié est le fait d'un seul auteur : M. G....

[198] En fait, M. G... agit seul et utilise tout l'argent d'I.B. pour son bénéfice, qu'il soit direct ou indirect : soit pour payer son loyer personnel, soit pour s'habiller, soit pour mettre de l'essence et faire réparer des camions qu'il utilise pour gagner sa vie, soit pour acquérir puis exploiter son lave-auto, soit pour effectuer des placements, et plus¹⁰³.

[199] La personnalité distincte de la Compagnie ne peut faire échec à la condamnation de M. G... à rembourser les sommes qui ont abouti dans le compte bancaire de la Compagnie. Seul et unique actionnaire, la Compagnie lui sert de paravent pour s'approprier l'argent, pour masquer l'exploitation d'une personne vulnérable, contrairement à la Charte, une loi d'ordre public¹⁰⁴. Il s'agit d'un cas visé par l'article 317 du *Code civil du Québec* qui permet au Tribunal de soulever le voile corporatif et de le tenir responsable du remboursement de ce que la Compagnie a obtenu des avoirs de sa mère, un tiers de bonne foi¹⁰⁵.

[200] M. G... agit à titre personnel et également à titre d'administrateur unique de la Compagnie. Ses agissements engagent sa propre responsabilité et celle de la Compagnie. Cette dernière exploite aussi I.B. La Compagnie et M. G... agissent ensemble, de concert, ne font qu'un. La Compagnie est l'*alter ego* de M. G...¹⁰⁶. Leurs agissements sont les mêmes et ne peuvent être dissociés; ce que l'un s'est approprié, l'autre est tenu de le rembourser à la victime. Ils causent un seul et même préjudice à I.B. Dès lors, ils sont conjointement responsables du préjudice matériel et du préjudice moral subis par I.B.¹⁰⁷.

[201] Quant aux dommages-intérêts punitifs, vu leur nature particulière et étant donné que dans les faits, l'exploitation d'I.B. est l'œuvre d'un seul individu, M. G..., c'est lui qui

¹⁰³ *Korhani Import-Export inc. c. Montreal Underwriters inc.*, 2003 CanLII 32931 (QC CA), par. 40.

¹⁰⁴ *Commission des droits de la personne (Bénéficiaires du Centre d'accueil Pavillon Saint-Théophile) et Coutu*, 1995 CanLII 10764 (QC TDP), p. 18, inf. en partie à 1998 CanLII 13100 (QC CA).

¹⁰⁵ *Aselford c. Ross*, 2000 CanLII 11333 (QC CA), par. 74-79; Paul MARTEL, *La société par actions au Québec: les aspects juridiques*, éd. spéciale, vol. 1, Montréal, Wilson & Lafleur/Martel Ltée, 2019, n° 1-269, 1-274, 1-275, 24-374, 24-375.

¹⁰⁶ *Buanderie centrale de Montréal inc. c. Montréal (Ville de)*, 1994 CanLII 59 (CSC).

¹⁰⁷ *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Cusson) c. Laurentian Shavings Products (1986) inc.*, 2011 QCTDP 2, par. 69-75 (demande pour permission d'appeler refusée, 2011 QCCA 597) (Cusson); P. MARTEL, préc., note 105, n° 1-268, 1-272, 1-280, 1-283, 1-288.

doit seul supporter la condamnation. Au surplus, la Compagnie étant radiée d'office, sa condamnation à des dommages-intérêts punitifs est inutile ou pratiquement illusoire compte tenu de l'ensemble des circonstances particulières de cette affaire¹⁰⁸.

5. Réclamation relative aux bijoux

[202] Dans sa demande introductive d'instance modifiée, la CDPDJ demande au Tribunal d'ordonner à M. G... de remettre à I.B. des bijoux qu'elle énumère. Une entente est intervenue au cours de l'audience de sorte que le Tribunal n'a pas à se prononcer sur cette réclamation.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[203] **ACCUEILLE** partiellement la demande introductive d'instance modifiée;

[204] **CONDAMNE** conjointement M. G... G... et [Compagnie A] à payer à I.B. la somme de 210 557,75 \$ à titre d'indemnité pour préjudice matériel, avec l'intérêt légal et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, à compter du 14 juillet 2022, date de signification de la proposition des mesures de redressement;

[205] **CONDAMNE** conjointement M. G... G... et [Compagnie A] à payer à I.B. la somme de 10 000 \$ à titre d'indemnité pour préjudice moral, avec l'intérêt légal et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, à compter du 14 juillet 2022, date de signification de la proposition des mesures de redressement;

[206] **CONDAMNE** M. G... G... à payer à I.B. la somme de 3 000 \$ à titre de dommages-intérêts punitifs, avec l'intérêt légal et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, à compter de la date du présent jugement;

[207] **CONDAMNE** conjointement M. G... G... et [Compagnie A] aux frais de justice.

SOPHIE LAPIERRE,
**Juge au Tribunal des droits de la
personne**

M^e Sabrina Cammisano
M^e Alexandra Tremblay
BITZAKIDIS CLÉMENT-MAJOR FOURNIER
Pour la partie demanderesse

¹⁰⁸ À distinguer des affaires suivantes : *Cusson*, préc., note 107, par. 194; *Ma c. 9150-1122 Québec inc.*, 2021 QCTDP 33.

M. G... G...
Partie défenderesse

[Compagnie A], absente à l'audience
Partie défenderesse

Dates d'audience : 26, 27 et 28 avril 2023